

LA NATION

LUNDI 25 JUILLET 2005

LA GUADELOUPE EN MARCHÉ

N° 8

SOMMAIRE

ÉDITORIAL : L'indépendance sportive.

L'ÉVÈNEMENT: Quelle loi de finances pour la Guadeloupe?

LE DOSSIER: Quatre ans de pouvoir à Pointe-à-Pitre.

CULTURE : Commentaires de livres récents.

Pour recevoir gratuitement LA NATION, adressez nous votre courriel à : lanation@wanadoo.fr

NOTRE CITATION :

« Le plus sur moyen de ruiner un pays est de donner le pouvoir aux démagogues ». (Denys d'Halicarnasse)

ÉDITORIAL

L'indépendance sportive

Les guadeloupéens, notamment les jeunes, regardent souvent avec envie les grandes compétitions sportives mondiales. Ils admirent la confrontation entre les territoires et les pays qui utilisent tout leur art pour triompher. Ils rêvent de voir un jour des équipes de la Guadeloupe avec notre emblème participer à la coupe du monde de foot-ball, aux Jeux olympiques ou à toute autre compétition internationale avec la volonté de gagner tout en se confrontant aux autres. Ils rêvent aussi de pouvoir entendre quand la victoire sera au rendez vous que l'on parle de la Guadeloupe et du savoir faire des guadeloupéens dans telle ou telle discipline sportive.

Et immanquablement, ils se posent la question de savoir pourquoi ils ne peuvent pas participer directement à ces compétitions avec leur emblème en dépit du fait qu'ils n'ont pas d'État et qu'ils

soient obligés de subir une sélection française pour ensuite aller représenter.... la France et non la Guadeloupe sans d'ailleurs qu'ils puissent bénéficier après de toutes les retombées de leur victoire avec leur statut de vedette. Ils trouvent étranges d'être obligé d'avoir un État pour pouvoir participer. Ils sont d'autant plus interloqués que dans d'autres pays notamment l'Angleterre le privilège de participer à ces compétitions n'est pas lié à la présence d'un État puisque le pays de Galles et l'Écosse région du Royaume unie participent avec leur couleur à beaucoup de compétitions internationales. Par ailleurs , selon le droit international le fait d'avoir choisi l'intégration à un État ne dissout pas cette communauté .En réalité ce comportement de la France est encore une fois la conséquence d'une volonté d'unifier et d'assimiler pour faire disparaître voire diluer une exception en utilisant un jargon politico culturel qui ne fait que masquer une terrible incapacité à accepter les différences et à permettre qu'elles puissent s'épanouir nonobstant le régime politique .La centralisation sportive est donc le corollaire de la centralisation politique , de l'uniformité et de l'indivisibilité de l'ensemble politique français .Je ne répéterai jamais assez que cette vision de l'organisation politique et sociale est particulièrement inadaptée à un monde composé de communautés multiples et qui souhaitent garder leur originalité selon des modalités variables tout en recherchant toutes les formes de coopération possible. Pour nous en tous cas, le plus vite possible la Guadeloupe doit participer à toutes les grandes compétitions mondiales de sport. C'est un moyen sinon l'unique moyen pour redynamiser le sport guadeloupéen qui se meure lentement du fait de l'obligation de passer par les sélections françaises pour exister. Mais c'est surtout le moyen de donner un avenir à notre pays qui se meure dans l'assistance, à notre jeunesse qui compte tenu de son talent ferait merveille en se donnant des objectifs mondiaux ainsi qu'à nos nombreux techniciens qui y trouveraient une opportunité de faire entendre la force de leur savoir faire.

Il n'y a donc plus une minute à attendre : exigeons notre indépendance sportive et donnons nous les moyens pour financer des équipes de haut niveau afin qu'elles portent au firmament les couleurs, l'honneur et la force guadeloupéennes. Les jeunes guadeloupéens ont besoin de défis collectifs pour réussir leur vie.

J. CUVELIER

L'ÉVÈNEMENT

QUELLE LOI DE FINANCES POUR LA GUADELOUPE ?

Le Gouvernement vient de franchir une étape importante dans le processus d'adoption de la loi de finances pour 2006 en présentant au Parlement ses orientations budgétaires et en faisant parvenir à la fin du mois de juin à chaque ministère les lettres plafonds qui leur permettront de négocier leurs crédits pour 2006. Cependant, malgré la situation de la Guadeloupe qui n'a pas rappelé ses caractéristiques de peuple malgré le choix fait pour le type de gouvernement actuel et alors que les dépenses publiques y occupent un rôle fondamental comme principal moteur de la croissance économique, le Premier ministre comme à son habitude n'a jamais fait référence à notre pays. La politique budgétaire est en effet centralisée compte tenu du jacobinisme dominant. Les dépenses publiques dans notre pays ne sont qu'un sous-produit de la politique budgétaire nationale. Il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'elles ne jouent pas le rôle d'impulsion qu'elles devraient jouer en matière de croissance économique. Le mal développement de notre pays et sa dépendance économique et financière est la conséquence de cette centralisation. Nous devons changer les modalités des interventions des pouvoirs publics si nous voulons donner une chance à notre pays. La politique que nous proposons s'articule autour de quatre composantes.

Le gouvernement ne donne jamais d'indications sur la situation des comptes publics en Guadeloupe alors qu'il s'agit d'un acte démocratique et nécessaire pour la conduite des affaires économiques. Les citoyens ne connaissent pas combien dépensent les pouvoirs publics. Faire le point sur cette question est une exigence. **Ensuite il faut élaborer un pacte de développement entre le gouvernement et les collectivités locales afin qu'elles puissent exercer leur mission de service public avec efficacité.** Elles sont pour la plupart confrontées à de sérieuses difficultés financières qui favorisent d'importantes inégalités territoriales. La plupart des études ont montré depuis longtemps que les facteurs des déséquilibres proviennent des dépenses de salaires qui sont élevées en raison de la prime dite de vie chère et des politiques d'investissements non fondées qui génèrent des coûts élevés. Après avoir fait le point sur la structure des dépenses, il faut arrêter ensemble une programmation pluri annuelle qui

prenne en compte les besoins réels. Bien entendu nous souhaitons que l'on engage les réformes indispensables pour supprimer les facteurs négatifs. Ainsi demander une subvention à l'État pour payer les 40% alloué aux fonctionnaires est démagogique et irresponsable Cette prime doit être supprimée pour des raisons d'efficacité et de justice. Il en résulterait une amélioration des marges de manoeuvre de nos collectivités locales et l'amorce d'une égalité avec les autres salariés. **Doter aussi les différents services de crédits suffisants pour financer les priorités** que sont la formation, la lutte contre le chômage et la précarité, la sécurité et la gestion optimale de l'environnement. De ce point de vue, afin d'économiser nos ressources une grande politique de développement de l'énergie solaire s'impose. **Dans le même temps, il faut engager la réforme des impôts.** En effet, le système fiscal appliqué en Guadeloupe n'est pas performant. Il ne favorise pas le développement économique, n'assure pas un service public de qualité, ne finance pas suffisamment les collectivités locales et enfin ne garantit pas la justice entre les citoyens. Par exemple, la défiscalisation vantée par beaucoup est un formidable instrument de spéculation et de gaspillage. Elle favorise la création et déstabilise les activités existantes .Elle étouffe les activités nouvelles car les critères de choix des investissements sont dans la plupart des cas fiscaux. On défiscalise pour échapper à l'impôt et non pour favoriser le développement économique. Par ailleurs le système d'impôts locaux est injuste et d'un faible rendement en raison notamment de la centralisation de la perception assurée par des fonctionnaires de l'État. Cette réforme fondée sur la justice et la nécessité d'une forte croissance économique doit se réaliser autour de trois idées : souveraineté fiscale ; réduction du nombre d'impôts par la suppression notamment de l'octroi de mer ; allègement de la pression fiscale. **Enfin il est nécessaire de mieux dépenser et dans la transparence.** Cela suppose dès l'adoption du budget, d'allouer par décret à chaque autorité locale y compris les services du Gouvernement le montant de son enveloppe annuelle, d'instituer des procédures de coopération entre les collectivités publiques pour optimiser les dépenses et surtout de publier régulièrement des informations sur l'exécution des dépenses et la collecte des impôts. Ce n'est qu'à cette condition que les dépenses publiques seront un véritable facteur de croissance, de création d'emplois et de suppression de la dépendance.

P. NOIRTE

LA NATION



LE DOSSIER

POINTE A PITRE QUATRE ANS APRÈS

Quatre ans après le début de la mandature municipale , l'occasion est donnée aux citoyens Pointois après l'examen et le vote du compte administratif 2004 de la Ville de faire le point et d'évaluer l'action menée par l'équipe municipale. Cette démarche des citoyens, légitime dans une démocratie, est rendue difficile par l'absence de transparence d'une équipe municipale qui a fait du secret une stratégie d'exercice du pouvoir et une technique de manipulation des citoyens. L'absence d'une Commission financière où sont représentées toutes les forces politiques en est un indicateur flagrant. A cela, il faut ajouter l'inexistence d'informations fiables sur la véracité des restes à réaliser et des charges et produits rattachés, et cela dans l'indifférence pour ne pas dire avec la complicité du Préfet chargé du contrôle de légalité. Pour couronner le tout, les dirigeants Pointois ne présentent jamais de comptes consolidés alors que de nombreux services publics sont assurés par des organismes publics et privés disposant de l'autonomie de gestion et de provisions dont l'absence dans un bilan d'entreprise entraînerait des sanctions immédiates à l'encontre de l'ensemble de leurs responsables. Nulle part ils ne parlent du déficit de la caisse des écoles. Cette politique du secret n'est pas fortuite car ce que les dirigeants tentent de masquer avec plus ou moins de réussite est préoccupant. Il s'agit du coût très élevé d'une administration qui mobilise une proportion importante des revenus des Pointois sous forme d'une pression fiscale parmi les plus élevée de la Guadeloupe et de la volonté de ne pas le diminuer pour des raisons politiciennes, les agents publics se retrouvent souvent comme militants dans les compétitions électorales. Au contraire les dépenses de fonctionnement continuent d'augmenter très rapidement sans que l'on observe une amélioration des services rendus à la population qui se plaint souvent du laxisme de l'action municipale. La municipalité se complait dans cette situation. Elle ne réalise aucune analyse en termes de coût / efficacité et n'évalue pas ses actions. La dérive des dépenses

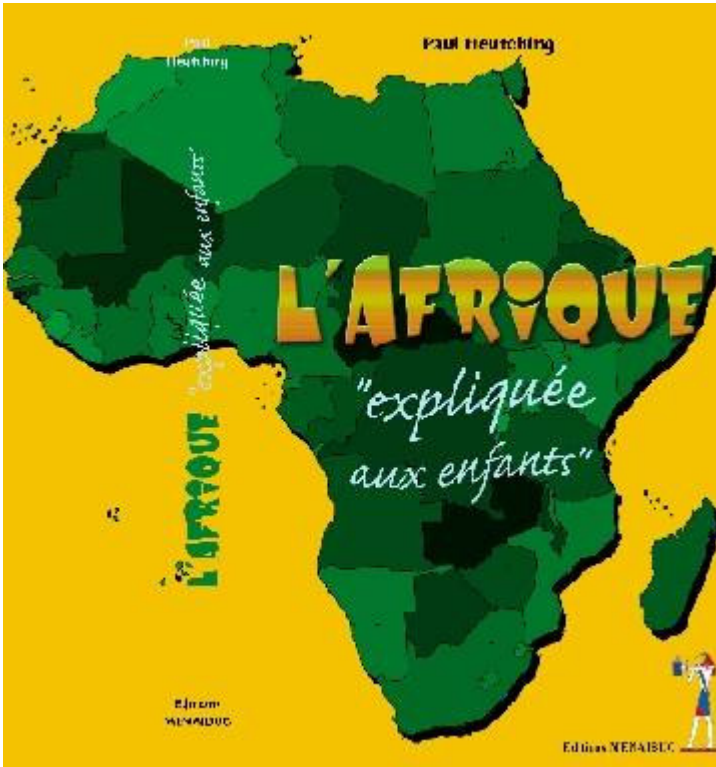
de fonctionnement est utilisée par la municipalité car elle favorise les comportements prédateurs de certains groupes sociaux bien vus et creuse les écarts entre ceux qui bénéficient des faveurs municipales et ceux qui en sont exclus. Par ailleurs, l'augmentation des dépenses d'investissement exigée depuis longtemps par nos compatriotes qui estiment avec raison que l'équipe municipale ne prépare pas l'avenir ne doit pas faire illusion. Elles constituent un moyen pour mieux manipuler les Pointois car elles ne visent pas à établir l'attractivité d'une ville que la population et les entreprises quittent étranglées par le poids des impôts et de l'insécurité. Menée sans assainissement financier préalable, les investissements se résument à de la réhabilitation des bâtiments et des trottoirs réalisés toujours dans les mêmes quartiers. Elles préparent une nouvelle augmentation des dépenses de fonctionnement car tout équipement public génère des frais de gestion supplémentaires financés par l'impôt. Signe entre autre de finances déséquilibrées, la Municipalité n'utilise que des emprunts pour financer son programme d'investissement ce qui à terme accroîtra l'endettement et les dépenses de fonctionnement. Ce sont donc les jeunes générations qui paieront la facture. A cela, il faut ajouter une politique de l'habitat qui consiste à multiplier les logements locatifs dit sociaux alors que les titulaires du RMI en sont souvent exclus alors que de nombreux logements restent inoccupés. Enfin les maux traditionnels de la Guadeloupe, chômage, précarité, pauvreté, assistance généralisée avec leurs graves conséquences sur le dynamisme de nos compatriotes frappent notre ville avec plus de violence en raison de son caractère urbain.

Après quatre ans de mandature la situation de la ville continue de se dégrader. Sa structure financière est toujours aussi déséquilibrée. Les actions publiques continuent d'année en année dans tous les domaines sans évaluation pour éventuellement les supprimer ou en réduire le coût. Beaucoup de logements sont dégradés. La ponction fiscale pour couronner le tout est une véritable calamité. L'équipe municipale s'est engagée dans une fuite en avant démagogique et ruineuse. Relancer POINTE-A-PITRE, renouveler ses structures et ses actions, améliorer la qualité des services rendus, mettre en place une réelle transparence et multiplier les pratiques de participation de tous à la gestion s'avèrent de plus en plus nécessaires pour lui redonner sa place dans l'archipel Guadeloupéen et en faire une ville exemplaire.

JEAN PAUL ELUTHER

CULTURE ET VALEURS

L'AFRIQUE EXPLIQUÉE AUX ENFANTS de Paul Heutching



L'AFRIQUE expliquée aux enfants et peut-être parfois à certaines grandes personnes. Le terrible paradoxe africain. L'Afrique, est un continent doté par la nature de tout ce qui fait la richesse, le développement des pays et le bonheur des peuples. Mais hélas, elle est appauvrie, l'Afrique; c'est le plus « pauvre » des cinq continents que connaissent les enfants et qui sont, par ordre alphabétique: L'Afrique, l'Amérique ou les Amériques, l'Asie, l'Europe et l'Océanie. L'Afrique est appauvrie, avec ses nombreuses autres grandes difficultés, principalement parce

qu'elle est pillée par les puissances ou nations étrangères depuis des siècles (Traite et d'Esclavage des Noirs, d'abord par le monde arabo-musulman et/ou arabo-berbère, ensuite par l'Europe, plus la colonisation et le partage du continent, en 1885 à Berlin, entre les puissances de cette même Europe). Et aujourd'hui, elle est mal gouvernée, mal gérée par des gouvernements à légitimité, droiture et sérieux politiques plus que douteux, manipulée par des réseaux étrangers et locaux fort suspects. 52 Etats ou pays sur 57 présentés sont présentés dans ce livre. Mérite le détour.

Editions MENAIBUC EDS

Jean-Loup Amselle: L'Art de la friche - Essai sur l'art africain contemporain

Avec son nouveau livre *L'Art de la friche*, essai sur l'art contemporain, Jean-Loup Amselle affirme sa position comme l'un des plus éminents anthropologues postmodernes en France. Spécialisé dans l'art contemporain africain, l'auteur est décidément branché sur les discours actuellement les plus en vus sur la notion d'identité culturelle dans le monde. Son idée principale part de deux évidences trop souvent négligées : que l'art contemporain renvoie nécessairement à des enjeux politiques majeurs et que l'Afrique occupe une place centrale dans l'imaginaire occidental, particulièrement en France.

C'est à partir de ces assertions qu'Amselle construit son argument. Il observe que, de part son autoréférentialité, l'art contemporain dominant, c'est-à-dire celui produit ou approuvé par l'Occident, se voit aujourd'hui comme dans un état de stérilité et de crise profonde. Face à cette impasse, l'art contemporain s'oriente vers l'Afrique comme foyer de l'énergie nécessaire à sa régénération. La métaphore qui fournit le jeu de mot du titre prend son sens dans la signification accordée au mot «friche» dans le discours sur l'art contemporain. Dans ce milieu, la «friche» distingue un lieu désaffecté et délaissé que l'artiste contemporain s'approprie comme source d'inspiration et espace de la création de formes artistiques nouvelles. Comme les usines abandonnées dans les villes post-industrielles, l'Afrique, propose Amselle, fonctionne comme une source de «fraîcheur» et de renouveau. Bien évidemment, c'est une vision occidentale qui ne nous est pas inconnue : simple reformulation de l'Orientalisme du XIXe siècle, elle résonne avec des impressions refoulées mais déjà répandues dans la conscience occidentale. L'intérêt foncier de ce livre est qu'à travers ses sept chapitres pointus, détaillés et bien argumentés, il permet de saisir des réalités sociales qui, jusqu'ici inaccessibles, flottent comme des fantômes dans l'imaginaire culturel de l'Occident et de la France en particulier.

Le premier chapitre, «L'Afrique face à la vitrification du monde», renvoie le reflet d'un Occident aseptisé et esthétisé qui, repose sur le maintien de l'Afrique comme refuge d'énergie primale ou d'âme et comme antidote à la vitrification de l'Occident. «Entre Éros et Thanatos», le deuxième chapitre, explore le regard de «fascination-répulsion» que porte l'Occident sur de l'Afrique. «Doit-on exposer l'art africain» approfondit certaines critiques postmodernes qui s'appliquent aux musées

occidentaux d'art africain et à la série d'expositions d'art contemporain africain déclenchée en 1989 par l'exposition charnière Magiciens de la terre. Le quatrième chapitre, «Primitivisme et Postcolonialisme», s'attache à critiquer de récentes expositions de type post-colonial comme The Short Century et Unpacking Europe. Selon Amselle, ces expositions, tout en affirmant une notion de la culture comme nécessairement poreuse, contingente et métissée, auraient eu l'effet paradoxal de renforcer l'isolement de l'Afrique et de l'Europe comme unités totales. «Ecritures en friches» mesure le point auquel des artistes africains contemporains, jouant des stéréotypes que l'Occident porte à leur égard, recherchent des signes proprement «africains» dans une sorte d'orientalisme «afrocentré». Dans «Une Documenta Africaine», comme dans «Primitivisme et Postcolonialisme», Amselle s'attache à critiquer des expositions de commissaires postcoloniales comme Okwui Enwezor et Rem Koolhaas. Il suggère qu'en convoquant de manière démesurée le coefficient culturel des oeuvres d'art, des expositions de ce genre ont tendance à réifier la catégorie d'art «africain» ou d'art «non-occidental» et à négliger le caractère universel de l'opération artistique. Le dernier chapitre, «Vers la France Afriche», examine le réseau artistique français en Afrique, c'est-à-dire les centres culturels, les écoles des Beaux-Arts, les Rencontres de la chorégraphie et de la photographie, l'Afrique en création, le Festival de cinéma africain de Ouagadougou, ainsi que d'autres projets encore. A travers ces institutions, propose Amselle, la France, en raison de son épuisement culturel, s'attache de façon concrète à ce que le continent africain demeure dans un état de «friche» culturelle. Ce projet, toujours selon Amselle, engendre une forme de domination plus subtile mais aussi nocive que celle des régimes coloniaux. Cette domination postcoloniale «consacre l'échec des politiques de développement économique (...) menées en Afrique depuis les indépendances et investit le domaine des arts et de la culture comme secteur censé fournir le maximum de retours sur investissement».

Nous recommandons très vivement ce livre dont la portée est aussi pertinente que dérangeante.

Editions FLAMMARION

Les États-Unis dominant aujourd'hui sans réel partage la scène des relations internationales. Après avoir rompu avec leur isolationnisme traditionnel, ils ont été amenés par le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale à s'impliquer de plus en plus intensément dans les affaires du monde. L'enjeu essentiel des quarante années qui ont suivi la conférence de Yalta fut un long bras de fer contre l'URSS et ses alliés. La victoire inattendue des années 1990 a laissé les États-Unis sans adversaire à leur taille, avant que le 11 septembre ne vienne définir les contours d'un nouvel ennemi. Ce demi-siècle de guerre couverte, de manœuvres, de déclarations tonitruantes et de réconciliations non dépourvues d'arrière-pensées a fait l'objet de toutes les analyses et de toutes les critiques, tant il est vrai qu'il a fait passer les États-Unis du statut de simple puissance régionale à celui de superpuissance. L'entreprise de synthèse menée par Éric Nguyen, n'en apparaît que plus méritoire.

L'ensemble est présenté de façon fort didactique, chaque chapitre correspondant à l'exercice d'un président, tant on sait que chaque président imprime sa marque sur la politique étrangère – on ne traite deux présidents à la fois que lorsque le second est le pâle suiveur du premier. Dès l'introduction, consacrée à l'expansion territoriale des USA avant 1945, à ses mythes fondateurs et ses valeurs, l'auteur dégage les grandes alternatives auxquelles furent confrontés tous les présidents américains : choix de l'isolationnisme ou implication dans les affaires du monde, promotion des grands idéaux universels ou défense cynique des intérêts américains, goût pour la menace ou la négociation. Les années Truman sont marquées par la fin de la Seconde Guerre mondiale, la création de l'ONU, les débuts de la Guerre froide en 1947. Les premiers affrontements en Europe, à partir de 1948, figent les sphères d'influence occidentale et soviétique. La guerre de Corée marque l'extension de la Guerre froide en Asie. Nous sommes à l'ère de la «doctrine Truman», visant à endiguer l'expansion du communisme, dans une logique de confrontation qui n'exclut pas le recours à l'arme nucléaire. Bien plus offensif, Eisenhower prône la doctrine du «refoulement». Paradoxalement, ce militaire réduit les effectifs de l'armée conventionnelle, au profit du renforcement de l'arsenal nucléaire : la doctrine des représailles massives prévoit l'apocalypse nucléaire face à toute velléité agressive russe ou chinoise. La démonstration de force suffit en 1954 à dissuader la Chine de toute tentative contre Taiwan. Mais en Europe, abandonnant dans la pratique la rhétorique volontariste du refoulement, les USA laissent les Soviétiques agir de l'autre

côté du rideau de fer .C'est paradoxalement sous un président aux allures bien plus pacifistes, Kennedy, que l'Amérique s'engage dans son plus terrible conflit depuis 1945 : le Vietnam. Certes, Kennedy a résolu à son avantage la crise des missiles de Cuba. De plus, les États-Unis cherchent officiellement à rompre avec les dictatures d'Amérique latine. Mais, JFK comme son successeur Lyndon Johnson, plus intéressé par son projet de «grande société» égalitaire que par la politique internationale, se montrent impuissants à se désengager de l'engrenage militaire vietnamien. Il appartiendra à un président jugé «réaliste» d'en sortir, Richard Nixon. Ce dernier prend acte de la parité stratégique avec l'URSS, alors au sommet de sa puissance militaire, dans les années 1970. Nixon cherche à vendre ses surplus agricoles à l'URSS, à se rapprocher avec la Chine, quitte le Vietnam. Le pendant le plus négatif de cette *Realpolitik* est le soutien au coup d'État de Pinochet, au Chili. La population américaine finit par désapprouver une politique jugée d'une part trop peu offensive envers l'URSS, qui étend son influence, et d'autre part trop peu soucieuse des droits de l'homme. Ceux-ci sont justement «l'âme de la politique étrangère» de Carter, que, malgré des succès initiaux (la restitution du canal de Panama, les accords de Camp David, l'indépendance du Zimbabwe), l'auteur juge trop idéaliste et trop peu déterminé : Carter laisse les Sandinistes s'installer au Nicaragua, gère au plus mal la prise d'otage de l'ambassade américaine d'Iran en 1979. Le contraste est frappant avec son successeur, Ronald Reagan. Celui-ci, convaincu de la mission divine confiée aux États-Unis, utilise tous les moyens pour lutter contre l'URSS. Le programme de défense antimissile spatial, malgré son irréalisme pratique, prouve la supériorité économique américaine. Mais c'est à Georges Bush qu'il appartient de gérer la dislocation du camp soviétique, que les États-Unis n'ont ni provoqué ni anticipé. Ce président est surtout associé à la guerre du Golfe, qui démontre au monde la superpuissance militaire américaine. Bush, à la tête d'une Amérique toute-puissante qui a dépassé son syndrome vietnamien, peut rêver d'instaurer «un nouvel ordre mondial». En l'absence de partenaire stratégique, la présidence Clinton semble augurer des principales caractéristiques de son successeur : l'unilatéralisme et la lutte prioritaire contre le terrorisme. Élu pour se concentrer sur les affaires intérieures, Clinton n'en doit pas moins participer à la stabilisation de la Russie et de l'Europe de l'est, intervenir en ex-Yougoslavie et en Somalie. L'ouvrage s'achève bien évidemment sur l'évocation de l'action de Georges W. Bush, qui commence son mandat par des velléités isolationnistes, au mépris des accords internationaux passés par Clinton. Les attentats du 11 septembre contraignent les États-Unis à s'intéresser à nouveau aux problèmes mondiaux. Ils offrent surtout à l'administration Bush

la perspective d'un ennemi insaisissable, dont la poursuite permet de justifier toutes les interventions. Comme les autres ouvrages de la collection «Principes» de Studyrama, celui-ci manifeste un souci réussi de pédagogie et de clarification - souci que l'on retrouve dans les annexes, qui présentent les principaux organes politiques et gouvernementaux des États-Unis. L'auteur mène en même temps une réflexion poussée sur les facteurs qui conduisirent les États-Unis à leur position actuelle de «suprématie». Il insiste sur la volonté sincère des dirigeants américains d'œuvrer au bien de l'humanité - sans négliger leurs intérêts nationaux. Ces chefs d'État paraissent du reste bien plus efficaces lorsqu'ils font preuve de fermeté que lorsqu'ils se laissent aller à la tergiversation - Nixon et Reagan sont jugés plus capables que Carter. Le propos est néanmoins beaucoup plus discutable lorsque l'auteur évoque les menées des présidents américains en Amérique latine ; par une audacieuse litote, il remarque que l'accusation faite à Reagan d'y soutenir des dictatures sanguinaires «*n'est pas tout à fait injustifiée*». Enfin, l'idée même de «suprématie» américaine, sur laquelle se termine l'ouvrage, pourrait être nuancée : l'auteur n'évoque pas la probable parité militaire future entre les États-Unis et la Chine, et ne fait guère référence aux analystes qui décèlent un amoindrissement de la puissance américaine, portée de plus en plus à s'acharner contre des «États voyous» sous-développés. Il n'empêche que les États-Unis auront encore pendant longtemps les moyens, et la responsabilité, de faire confondre leur histoire avec celle du monde.

Editions STUDYRAMA

Edward.W.SAID : Culture et impérialisme

Le projet du livre d'Edward W. Saïd - étudier la participation de la culture à la dynamique impériale - est doublement intéressant. D'abord parce que ce spécialiste de littérature comparée à l'université Columbia de New York se refuse à étudier l'histoire littéraire uniquement par rapport à des évolutions stylistiques ou des préoccupations internes : il en fait au contraire une des composantes importantes des mentalités et psychologies occidentales, et c'est à ce titre qu'il s'y intéresse. L'autre aspect proposé par le titre, l'impérialisme, permet par ailleurs d'élargir la réflexion au delà du cadre colonial, même si c'est à travers celui-ci qu'est analysée, pour l'essentiel du livre, la

relation entre l'occident et le reste du monde.

La culture est exclusivement lue dans les romans des nations impérialistes, essentiellement la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis. L'impérialisme n'est en revanche pas aussi clairement limité, et il faut l'entendre ici dans une perspective ouverte, qui s'appuie sur les travaux de Chomsky (soit la traditionnelle vision politique et économique revisitée par la critique structuraliste), ceux des sociologues français (Paul Virilio et Pierre Bourdieu), et surtout ceux de Franz Fanon, sur lesquels s'appuie tout le troisième chapitre, "Résistance et Opposition", qui pourrait constituer une introduction à son ouvrage clef de 1961, *Les Damnés de la terre*. Le livre suit un double déroulement : chronologique d'abord, de la fin du XVIIIe à nos jours, et d'opposition, dans le même temps, entre deux premières parties centrées sur la littérature occidentale et deux dernières, en reflet, sur les littératures post-coloniales et un éventuel avenir culturel "affranchi de la domination".

A travers des oeuvres importantes du patrimoine romanesque, choisies pour leur tonalité critique vis à vis du système colonial (*Au cœur des ténèbres* de Conrad), voire pour leur apparente absence de liens avec lui (*Mansfield Park* de Jane Austen), les présupposés coloniaux sont traqués, ainsi que leur évolution. Les années 1870 constituant, en France comme en Angleterre, une charnière : l'impérialisme s'y fait agressif (par la voix de Disraeli, mais aussi, en France, par nécessité d'y réinjecter les énergies nationalistes frustrées). Carlyle comme Ruskin, soutenant dès 1865 la répression sanglante du gouverneur Eyre en Jamaïque, s'affichent à la fois comme les représentants les plus brillants et raffinés de la culture victorienne, et, sans la moindre contradiction, comme impérialistes et racistes. Plus tard (1901), le *Kim* de Kipling peut se lire comme un rite de ré-appropriation de l'Inde par la Grande Bretagne (pour Kipling, fasciné par son sujet de prédilection, et peu suspect de mépris, il n'y a pas de conflit entre les deux civilisations : la situation de l'Inde, gouvernée par la Grande Bretagne, est forcément la meilleure possible). Globalement la thèse est irréfutable.

L'autre versant de la démonstration est moins aisé : ces romans, lus et admirés en leur temps, jouent-ils un rôle dans la conquête ? Ici la méthode d'Edward Saïd s'éloigne trop des exigences méthodologiques de l'historien pour ne pas le laisser frustré. Ce qu'il faudrait, c'est un travail d'archive pour établir ce que lisent, et de quelle façon, les acteurs de la

conquête, de l'exploitation et de la valorisation des mondes colonisés. Sans ce préalable, il n'est que des hypothèses, et la convocation de tel ou tel exemple n'a de valeur qu'illustrative, et en aucun cas explicative. Persuadé qu'une analyse historique ou littéraire ne se déploie pas hors du temps ni de l'espace, Saïd en appelle à lire Cabral et Fanon ou les autres grandes voix du Tiers-Monde en regard des productions littéraires occidentales : ses deux derniers chapitres souhaitent alors montrer comment la littérature de résistance à l'impérialisme s'applique depuis les années 20 à détruire les "pseudo-essences" pour mieux affirmer le caractère construit de toute représentation identitaire. Lui-même issu d'une tradition culturelle minoritaire, palestinien, chrétien protestant, de nationalité américaine, il dresse, in fine, une apologie de "*la position excentrée de l'émigré*" qui permet une attitude critique indispensable. Le livre de Saïd mérite pourtant amplement le débat qu'a provoqué sa traduction. Pourquoi alors se limiter à lire le XIXe siècle victorien ou le XXe siècle yankee sous les seuls angles économiques et politiques ? L'impérialisme économique ou la course au clocher des années 1880 sont des thèmes solidement analysés, le substrat culturel qui les a rendus possibles mérite aussi d'être éclairé.

Editions FAYARD

E.N.

LA NATION

**LE DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE
À TRAVERS LES ÂGES**



PHILIPPE TASTETT

LISEZ ET FAITES LIRE LA NATION.

SUIVEZ L'ACTIVITE DE LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE EN VOUS RENDANT SUR SON SITE INTERNET(<http://guadeloupeconvention.typepad.com>) OU EN TELEPHONANT AU : 0690488641

POUR DONNER UNE NOUVELLE CHANCE À LA GUADELOUPE, REJOINDRE UN PARTI ATTACHÉ AUX PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE ET DÉTERMINÉ À DÉFENDRE EN TOUTES CIRCONSTANCES LA GUADELOUPE , ADHÉRER A LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE, EN LIGNE OU EN NOUS ÉCRIVANT AU 22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC OU PAR COURRIEL : (guadeloupeconvention@wanadoo.fr).

LA NATION

FONDATEUR : CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE

COMITÉ DE RÉDACTION :

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION, RÉDACTEUR EN CHEF : JEAN- PAUL ELUTHER .

MEMBRES : ELUTHER ENA ; J. CUVELIER ; PAUL NOIRTE ; D.PALATIN ;

LA NATION